

Action & Organisation

Le problème de l'action finit toujours par se poser en termes d'organisation. Avec la constitution de l'Internationale qui rassemble de nombreux travailleurs à travers l'Europe commence à se dissiper « l'écran religieux, politique et patriotique » qui, pendant des siècles, empêchait les masses de parvenir à la raison de leur oppression. Ce qui les empêche maintenant de s'émanciper c'est « le manque d'organisation, la difficulté de se concerter et de s'entendre » (VI, 280).

Le peuple dispose d'une immense force spontanée, incomparablement plus grande que celle de l'Etat, mais « faute d'organisation la force spontanée n'est pas une force réelle. Elle n'est pas en état de soutenir une longue lutte contre des forces beaucoup plus faibles mais bien organisées ». Sur cette indéniable supériorité de la force organisée sur la force élémentaire du peuple repose toute la puissance de l'Etat. C'est pourquoi la condition première de la victoire du peuple est « l'union ou l'organisation des forces populaires » (VI, 285). Ainsi, dit encore Bakounine, la question n'est pas de « savoir si le peuple est capable de se soulever, mais s'il est apte à former une organisation qui puisse assurer la victoire du soulèvement une victoire qui soit non pas éphémère, mais durable et définitive » (VI, 284). Ces propos contredisent singulièrement le spontanéisme habituellement attribué à Bakounine.

L'organisation n'est pas seulement une nécessité technique, en quelque sorte, sans laquelle l'acte de renverser le régime d'exploitation est impossible, elle est une nécessité inhérente à toute action : lorsqu'on veut organiser une force, il faut d'abord bien établir son but, car « de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation » (III, 74). Cette phrase est capitale pour comprendre la théorie de l'organisation de Bakounine : le mode d'organisation étant lié au but poursuivi, il ne saurait être en contradiction avec le but. Le mode d'organisation doit par conséquent contenir le but poursuivi, être de même nature. Le mode d'organisation du prolétariat international en lutte contre l'exploitation capitaliste est *en même temps* le mode d'organisation de la société future. Il ne s'agit pas d'utopie : la forme de l'organisation de la société sans exploitation se *déduit* de la manière dont les travailleurs s'organisent pour lutter.

« Certes, il y a dans le peuple assez de force spontanée; celle-ci est incomparablement plus grande que la force du gouvernement, celle des classes [dirigeantes ?] comprise; mais faute d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle. Elle n'est pas en état de soutenir une longue lutte contre des forces beaucoup plus faibles mais bien organisées. Sur cette indéniable supériorité de la force organisée sur la force élémentaire du peuple repose toute la puissance de l'État.. » (...) « Ainsi, la question n'est pas de savoir si le peuple est capable de se soulever, mais s'il est apte à former une organisation qui puisse assurer la victoire du soulèvement, une victoire qui soit non pas éphémère, mais durable et définitive. » (La science et la question vitale de la révolution, mars 1870)

De tels propos se retrouvent constamment sur des centaines de pages écrites par Bakounine de 1867-68 à sa mort en 1976, et ne peuvent guère être classés dans la rubrique « activités clandestines ».

La période de l'évolution politique de Bakounine pendant laquelle il pense pouvoir rallier au socialisme les bourgeois radicaux se situe pour une part en Italie (1865-67) et pour l'autre en Suisse (1867-69). En septembre 1867 a lieu à Genève le congrès de la Ligue de la Paix et de la liberté, à l'initiative de démocrates et de pacifistes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France.

Bakounine avait adhéré à cette organisation pour, dit-il, y « faire prévaloir les idées socialistes ».

Bakounine devient membre du comité central de cette organisation qui, en juin 1867, vote une déclaration. Bien que la Ligue soit composée surtout de représentants de la bourgeoisie radicale ou libérale, cette déclaration de principes contient des points dont il ne faut pas sous-estimer le caractère progressiste pour l'époque. La Ligue affirme, en effet, que « la religion, affaire de conscience individuelle, doit être éliminée des institutions politiques ainsi que de l'enseignement public, afin que les Églises ne puissent plus entraver le libre développement de la société ».

La Ligue appelle également à la constitution des États-Unis d'Europe ayant pour fondement « des institutions populaires ayant pour lien la fédération, pour élément l'égalité des droits de l'individu ainsi que l'autonomie des communes et des provinces dans le règlement de leurs intérêts respectifs ».

Bakounine avait fait adopter un troisième paragraphe appelant à un changement radical du système économique et social pour arriver « à une répartition équitable des richesses, du travail, du loisir, de l'instruction, condition essentielle de l'affranchissement des classes ouvrières et de

l'abolition du salariat ». Le texte se conclut par un rejet de toute tentative de réforme « faite par un pouvoir despotique quelconque ». Cependant, il restait à faire adopter ce texte par le congrès.

A ce moment-là, l'idée de Bakounine était de rapprocher le Ligue de la paix et de la liberté et l'AIT, dont il s'était fait admettre comme membre en juillet 1868, à la section de Genève.

L'Internationale devait tenir son troisième congrès à Bruxelles du 6 au 12 septembre 1868, tandis que la Ligue de la paix devait tenir le sien le 21 septembre. Bakounine fit inviter l'Internationale au premier congrès de la Ligue, qui devait se tenir à Berne.

Le congrès de Bruxelles de l'Internationale aborda l'affaire et une majorité de délégués rejeta l'invitation. Ils estimèrent que la Ligue n'avait pas lieu d'exister et que les membres qui se rendraient au congrès de la Ligue le feraient à titre individuel. L'Internationale ne fermait cependant pas la porte : dans une résolution, elle invitait les membres de la Ligue à « se faire recevoir dans l'une ou l'autre section de l'Internationale ».

Cependant, des membres parisiens de l'AIT, qui étaient à ce moment-là en prison, adressèrent au congrès de Berne de la Ligue une adresse dans laquelle ils ne reconnaissaient pas la décision de l'AIT. Ils disaient notamment « qu'au point de vue de la liberté dont nous poursuivons la conquête, le droit de se croire la seule expression des aspirations d'une époque ne peut appartenir à aucune association isolée ». Les Parisiens reconnaissaient l'utilité de la Ligue « à côté de l'Association internationale des travailleurs », estimant que « la diversité des éléments respectifs qui les composent s'oppose à leur fusion ».

La Ligue demande à Bakounine des comptes pour ce « refus mortifiant ».

Dans une lettre au président de la Ligue, Bakounine proteste qu'il ait jamais voulu « noyer » celle-ci dans l'AIT. Il prend fait et cause pour la Ligue contre la méfiance manifestée à son égard par l'AIT. Il laisse entendre que l'opposition de l'AIT n'est pas représentative des sentiments de la masse des ouvriers et qu'elle ne provient que de la « malveillance d'une certaine coterie », qu'il ne nomme pas. Bakounine réaffirme le droit à l'existence de la Ligue. Mais, ajoute-t-il, quelque désagréable que soit l'attitude de l'AIT à notre égard, nous ne pouvons méconnaître la portée de son action, nous ne pouvons que souhaiter qu'elle « finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique ». Bakounine ajoute même que « nous devons y coopérer de tous nos efforts parce qu'elle seule constitue aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde ». Bakounine fixe enfin la tâche qui doit

incomber à la Ligue : poser les questions, préparer la voie politique pour arriver à la « complète solution de la question sociale elle-même ». Pour ce faire, il faut que la Ligue accepte le programme de l'AIT : abolition de la propriété privée, collectivisation des moyens de production.

La seconde partie de la lettre contredit de toute évidence la première. Il est peu probable que Bakounine ait jamais pensé que les bourgeois de la Ligue se rallieraient à la tâche de direction politique du mouvement ouvrier qu'il leur proposait, et encore moins à la collectivisation des moyens de production.

Lors du premier congrès, déjà, l'intervention de Bakounine avait été jugée trop extrémiste. Au second congrès, il réaffirme ses prises de positions collectivistes et antiétatiques : c'était la première fois que ses positions anarchistes étaient publiquement affirmées. La motion de Reclus, soutenue par Bakounine, est rejetée à 77 voix contre 36. Suivi par une petite minorité, celui-ci démissionne. « L'outil avait été essayé, écrit-il alors, il se révéla inefficace, il fallut le jeter et en chercher un autre. Ce fut l'Association internationale des travailleurs. »

Deux remarques :

1. A ce moment-là (1868), l'AIT n'est qu'un outil parmi d'autres. Pendant deux ans encore, la position de Bakounine ne changera pas, même si l'Internationale est le lieu privilégié de son activité. Ce n'est qu'à partir de la guerre franco-prussienne et de la Commune qu'on peut dire qu'il se dédiera corps et âme pour l'AIT.

2. Il semble que Bakounine ait caressé un moment l'idée que la bourgeoisie radicale pourrait constituer la direction politique du mouvement ouvrier, dont l'AIT aurait été l'organisation de masse.

L'apparente naïveté de cette position reste inexplicable si on n'a pas à l'esprit que Bakounine (comme Proudhon, d'ailleurs) était franc-maçon, qu'il occupait dans la franc-maçonnerie des fonctions élevées¹, et que la Ligue de la paix était largement inspirée par la franc-maçonnerie. Bakounine était « trente-troisième », la fonction la plus élevée dans ce mouvement. Lorsque, après la création de l'Alliance, Bakounine dédicacera une photographie « au vénérable frère Meuron, patriarche du Locle, son frère et ami M. Bakounine », il est certain qu'il ne faille pas prendre les mots « vénérable » et « frère » dans le sens profane.

¹ Il était « trente-troisième », en fait la fonction la plus élevée dans ce mouvement. Lorsque, après la création de l'Alliance, Bakounine dédicacera une photographie « au vénérable frère Meuron, patriarche du Locle, son frère et ami M. Bakounine »

Son activité des années précédentes, en Italie puis en Suisse, n'a de sens que dans cette perspective : il pensait, à travers la franc-maçonnerie, constituer un mouvement européen à caractère socialiste. La déclaration de la Ligue mentionnée ci-dessus contient le même programme que ce qu'on peut lire dans des « fragments » que Bakounine écrit en Italie sur la franc-maçonnerie entre l'été et l'automne 1865 – question qui mériterait d'être développée.

Ce n'est d'ailleurs qu'après sa démission de la Ligue qu'on trouve les analyses extrêmement critiques de Bakounine sur la franc-maçonnerie, en particulier dans le texte intitulé « Aux compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs de Locle et de la Chaux-de-Fonds », daté de février 1869, où il l'accuse notamment d'être une « vieille intrigante radoteuse ».

L'Alliance

Aussitôt après sa démission de la Ligue, Bakounine crée, le 28 octobre 1868, l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui regroupe 84 membres, parmi lesquels les principaux membres de la Fraternité internationale, créée en 1864. Le 21 novembre, la section genevoise de l'Alliance est constituée.

Mis au courant, Marx écrit à un réfugié russe de Genève, Serno, pour obtenir des informations. Serno était un proche de Bakounine et le mit au courant de la démarche. Celui-ci écrivit alors à Marx, le 22 décembre 1868, une lettre où il rend hommage à l'action que son correspondant a menée depuis vingt ans ; il rappelle qu'il a fait des « adieux solennels et publics » aux bourgeois de la Ligue et affirme qu'il ne connaît désormais « plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs » ; « ma patrie, maintenant, ajoute-t-il, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. Tu vois donc, cher ami, que je suis ton disciple, et je suis fier de l'être. »

C'est donc à la fin de l'année 1868 qu'on peut dater le ralliement réel et exclusif de Bakounine à la cause du mouvement ouvrier et qu'on peut définir son activité comme proprement anarchiste. Il est symptomatique que cela se fasse sous la forme d'une lettre à Marx. Bakounine avait joint à sa lettre le programme de l'Alliance nouvellement constituée, dont il espérait que le Conseil général de l'AIT accepterait l'adhésion. Là se trouve en réalité le but réel de sa démarche.

Si Marx s'était adressé à Serno, c'est parce que celui-ci avait, auparavant, attaqué Bakounine. C'est en effet ce qui apparaît dans une lettre de Marx à Engels : « Je pensais utiliser ce jeune homme pour m'informer sur Bakounine » ; et il se plaint : « Le Russe Serno n'eut rien de plus pressé

que de communiquer ma lettre à B[akounine] et B[akounine] s'en servit pour faire une entrée sentimentale. » (cité par Ribeill, *op. cit.*, p. 77.)

Marx ne fut donc pas dupe une seconde des protestations de ralliement de Bakounine. L'AIT refusa l'adhésion de l'Alliance ; celle-ci fut dissoute le 22 juin 1869 et ses sections devinrent des sections de l'AIT.

En septembre 1868, une révolution avait chassé la reine Isabelle en Espagne. Après sa démission de la Ligue de la paix et de la démocratie, Bakounine, revenu à Genève, s'était consacré activement à la propagande en faveur de l'Internationale. A son instigation, le comité central de l'AIT de Genève envoya, le 21 octobre 1868, une Adresse aux ouvriers espagnols dans laquelle on reconnaît de nombreux points du programme de l'Alliance. On y lit notamment que « la liberté sans l'égalité politique, et cette dernière sans l'égalité économique, n'est qu'un leurre ».

« Les déshérités de la société actuelle, ayant une même cause à défendre et comprenant la nécessité de s'unir, ont fondé en Europe et en Amérique, à travers et malgré les frontières créées par nos oppresseurs, l'Association internationale des travailleurs. Le but de cette formidable association, c'est le triomphe de la cause du travail contre le privilège, contre le capital monopolisé et contre la propriété héréditaire, institution inique garantie par l'Etat, institution anarchique² s'il en fut, puisqu'elle perpétue et développe l'inégalité des conditions, source de désordre social. (...) Frères d'Espagne, venez adhérer en masse à notre œuvre (...) Ne vous laissez pas tromper par les exploiters éternels de toutes les révolutions, ni par les généraux, ni par les démocrates bourgeois (...) Rappelez-vous surtout que le peuple n'obtient jamais que les réformes qu'il arrache, et que jamais, dans aucun pays, les classes dominantes n'ont fait de concessions volontaires³... »

En novembre, Giuseppe Fanelli – un des fondateurs de l'Alliance – se rend en Espagne pour y développer l'Internationale. Ainsi fut créée une section de l'AIT à Madrid, puis une autre à Barcelone en mai 1869.

² L'utilisation du mot « anarchiste » dans ce sens pourra surprendre le lecteur. Bakounine parle dans le même texte de « l'iniquité et l'anarchie de la civilisation bourgeoise ». Le mot était alors rarement employé dans le sens de doctrine politique. Par ailleurs Bakounine se définissait comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ». Voir note 8.

³ Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, éd. Lebovici, I, p. 91.

La quasi-simultanéité de la création des sections espagnoles de l'AIT – le plus beau fleuron de l'Internationale – et du départ orchestré de la Ligue de la Paix laisse penser qu'il n'y avait là rien de fortuit. Et que la tentative d'orienter la Ligue dans un sens nettement socialiste avait été faite sans illusion, comme un dernier baroud d'honneur en direction de la bourgeoisie radicale.

Une semaine après la rédaction de l'Adresse aux ouvriers espagnols, se crée à Genève le bureau central de l'Alliance de la démocratie socialiste, avec un groupe local constitué de 85 membres, « des deux sexes » précise James Guillaume. Il s'agissait de réunir « les éléments les plus avancés, pour les occuper à des discussions théoriques sur les principes du socialisme ». James Guillaume estime que c'était une tentative mort-née : « Le petit cénacle, dit-il, ne réussit pas, malgré ses efforts, à attirer la masse ouvrière à ses séances publiques ; mais il n'en suscita pas moins des jalousies et des défiances ; et il devait fournir quelques mois plus tard, à certains pécheurs en eau trouble, un prétexte bienvenu pour fomenter la discorde dans l'Internationale à Genève et favoriser les intrigues de ceux qui voulaient détruire ou exploiter l'organisation naissante du parti du travail ».

Une divergence apparut au sein de l'Alliance dès le début. Les Français et les Italiens souhaitaient que l'Alliance ait une existence publique et que les adhésions soient collectives. Bakounine était tout à fait opposé à ces positions : il souhaitait maintenir le caractère clandestin de l'organisation et les adhésions individuelles. Il avait mis en garde ses amis contre les réactions du Conseil général.

Le groupe genevois de l'Alliance demanda au comité central des sections de Genève son adhésion à l'Internationale. La question fut examinée par le Conseil général de Londres en décembre. C'est à cette époque que Bakounine envoya à Marx la lettre dans laquelle il se déclare son « disciple ». Le Conseil général refusa l'adhésion de l'Alliance et rédigea une résolution exposant ses raisons : l'argumentation était à peu près la même que celle qui avait motivé les positions de l'AIT concernant la Ligue. Marx décida que cette lettre ne devait pas être publiée, inaugurant ainsi le système des « communications confidentielles » qui allaient devenir une norme.

Lorsque la réponse négative du Conseil général de Londres parvint à Genève, il devint évident que le groupe genevois de l'Alliance ne pouvait plus faire partie de la fédération locale des sections de Genève. « Il était évident, dit James Guillaume, que le raisonnement employé au congrès de Bruxelles contre la Ligue de la paix s'appliquait avec la même force contre l'Alliance internationale de la démocratie socialiste : puisque cette Alliance

avait le même but et les mêmes principes que l'Association internationale des travailleurs, elle n'avait nulle raison d'être comme organisation internationale spéciale. » (*op. cit.* 109.) Bakounine reconnut d'autant plus volontiers l'argument qu'il avait voulu éviter, à Berne, que l'Alliance apparaisse comme une organisation rivale de l'AIT.

Voici comment Bakounine raconte l'histoire :

« Lorsque lecture fut faite de cet acte au sein du Bureau de l'Alliance, personne ne s'éleva avec tant de véhémence contre lui que le fougueux vieillard J. Philippe Becker.

« Il nous déclara tout d'abord que ces résolutions étaient parfaitement illégales, contraires à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale ; ajoutant que nous avons le droit et le devoir de passer outre, et traitant le Conseil Général de tas d'imbéciles qui ne sachant rien faire eux mêmes, voulaient seulement empêcher les autres de faire.

« Les deux membres qui maintinrent le plus opiniâtrement contre lui la nécessité de s'entendre avec le Conseil Général, étaient Perron et Bakounine⁴. Ils reconnurent tous les deux que les protestations du Conseil Général contre le Règlement de l'Alliance étaient parfaitement justes ; puisque d'après ce Règlement l'Alliance devait former au sein de l'Association Internationale des travailleurs, une Association Internationale nouvelle, indépendante de la première. Remarquez que dans ces résolutions, les seules que le Conseil Général jusqu'ici ait prises et publiées contre l'Alliance, ce qui est attaqué c'est le seul Règlement. Il n'y est nullement question du Programme qui du reste a été pleinement reproduit plus tard par les statuts de la Section de l'Alliance, approuvés à l'unanimité par le Conseil Général.

« Après un long débat, il fut unanimement décidé par le Bureau de l'Alliance que Perron, au nom de tous, se mettrait en correspondance avec le Conseil Général de Londres.

« A la suite de cette décision, le Compagnon Ch. Perron écrivit soit au Citoyen Eccarius, soit au Citoyen Jung, une lettre dans laquelle après lui avoir franchement exposé la situation et le véritable bût de l'Alliance et après avoir raconté ce que des membres de l'Alliance avaient déjà fait pour la cause ouvrière en Italie, en France, en Espagne, aussi bien qu'à Genève, il le pria de faire, au nom du Bureau Central de l'Alliance au Conseil Général de Londres, la proposition suivante : L'alliance se dissoudra comme organisation internationale, son Bureau Central,

⁴ Dans ce « Rapport sur l'Alliance », Bakounine parle de lui-même à la troisième personne.

représentant de cette Internationalité, cessera d'exister ; le Conseil Général voudra-t-il reconnaître les sections fondées par les membres de l'Alliance en Suisse, en Espagne, en Italie et en France, avec le programme de l'Alliance, comme des sections régulières de l'Internationale, ne conservant désormais d'autre lien commun que le programme, mais renonçant à toute autre organisation internationale que celles qu'elles trouveront dans la grande Association des travailleurs ? A ces conditions-là le Bureau Central promettait de n'épargner aucun effort pour persuader les sections de l'Alliance déjà établies dans différents pays à renoncer à tout ce qui dans leur constitution était contraire aux statuts de l'Internationale.

« Et en effet, sans perdre de temps, le Bureau Central écrivit dans ce sens à toutes les Sections de l'Alliance, leur conseillant de reconnaître la justesse des résolutions du Conseil Général.

« Je remarquerai en passant que cette proposition du Bureau Central rencontra la plus forte opposition dans le Groupe Genevois et précisément parmi les membres qui nous combattent et nous calomnient avec tant d'acharnement aujourd'hui : Becker, Guétat, Duval, H. Perret et bien d'autres encore, dont je me rappelle bien les figures, pas les noms. Becker fut le plus grand récalcitrant. Il déclara à maintes reprises différentes que seul le groupe de l'Alliance représentait la véritable Internationale à Genève et que le Conseil Général en nous refusant manquait à tous ses devoirs, transgressait ses droits et ne prouvait qu'une chose, son incurable stupidité. Après Becker Guétat et Duval, qui ont toujours leur petit discours stéréotypé sur la révolution dans leur poche, furent les plus violents. M^r H. Perret se montra plus prudent... mais il partagea leur avis. – Enfin il fut décidé aussi par le groupe de Genève qu'on attendrait la réponse définitive du Conseil Général. »

Le bureau de l'Alliance décida, conclut Bakounine, « de se conformer aux observations du Conseil général, qui lui paraissaient justes ». (« Rapport sur l'Alliance », 1871.)

Lors du congrès de Bruxelles, de fortes amitiés s'étaient nouées entre militants belges et suisses, et ces derniers avaient exposé les positions de l'Alliance. Lorsque la décision du conseil général fut connue, ces militants adressèrent une lettre à l'Alliance de Genève au nom du Conseil général belge. Le tiers de la lettre est consacré à réaffirmer l'accord des Belges sur le contenu du programme de l'Alliance. « Ce n'est donc point votre programme que nous attaquons. Ce que nous ne pouvons approuver, ce que nous regrettons, c'est que, pour poursuivre ce programme, vous ayez cru

devoir fonder une branche à part, au lieu de rester confondus dans la grande masse populaire qui compose l'Association internationale des travailleurs. »

Lorsque l'Alliance de Genève reçut le courrier de Belgique, daté du 16 janvier 1869, Bakounine avait déjà compris la nécessité de dissoudre l'organisation. Mais le texte du Conseil général belge est intéressant parce que Bakounine va en tirer les leçons et va en intégrer l'argumentaire dans ses propres conceptions.

- Ainsi la lettre des Belges reproche à l'Alliance d'avoir voulu « faire un pas en avant en affichant un programme plus avancé, plus radical peut-être que celui de certaines sections ». Or Bakounine défendra avec acharnement l'idée qu'il est nécessaire que l'AIT développe progressivement son propre programme par le débat au sein de ses structures.

- La lettre reproche à l'Alliance de vouloir « amener une scission au sein de notre l'Association internationale des travailleurs ». Bakounine insistera sur l'unité réelle des travailleurs fondée sur la lutte quotidienne contre le capital.

- La lettre déclare que si l'Alliance développe « un programme particulier, demain, tels autres feront la même chose ». Bakounine dira que la multiplication des programmes fera qu'il y aura autant d'Internationales que de programmes. (« »)

- La lettre reproche aux membres de l'Alliance de se constituer en « guides moraux du reste des travailleurs » ; Bakounine luttera contre ceux qui se prétendent les guides du prolétariat : il se déclarera « ennemi en général de toutes les formes possibles de la tutelle *bienfaisante* exercée de bas en haut, par des minorités *intelligentes* sur les masses populaires » (Lettre à Anselmo Lorenzo, 7 mai 1872.)

La lettre des Belges se conclut ainsi :

« Quelle que soit l'amitié qui nous lie spécialement avec ceux d'entre vous que nous avons vus au Congrès de Bruxelles, nous devons vous déclarer que nous avons approuvé sans réserve les résolutions prises par le Conseil général de Londres à l'égard de votre Alliance. »

Cette lettre est particulièrement importante car Bakounine va reprendre dans les années qui suivent l'ensemble des thèmes qu'elle aborde et les développer à satiété. Plus que la lettre que Bakounine écrivit à Marx, on peut dire que c'est celle qu'il reçut du Conseil général belge qui va « déclencher » son anarchisme.

En janvier 1869 a lieu un congrès de la Fraternité internationale, qui avait été fondée en 1864, et qui se solda par la démission de Bakounine. Peu

après, la Fraternité est dissoute⁵. Parmi les motifs de la dissolution, il semble que se trouvent des incidents provoqués par Elie Reclus et Aristide Rey pendant le voyage de Fanelli en Espagne, et qui avaient gêné sa mission.

« Quelques-uns des nôtres sont allés en Espagne, et au lieu de s'attacher à grouper les éléments socialistes qui, nous en avons la preuve matérielle, sont déjà assez nombreux et même assez développés dans les villes comme dans les campagnes de ce pays, ils y ont fait beaucoup de radicalisme et un peu de socialisme bourgeois. (...) Ces frères, oublieux du but qu'ils poursuivaient ou qu'ils étaient censés poursuivre, ont embrassé la cause de ce pauvre républicanisme bourgeois qui s'agite avec tant d'impuissance et de bruit en Espagne... »

La dissolution de la Fraternité ne troubla pas outre mesure Bakounine, qui estimait qu'elle était « formée d'hommes dont la plupart se croient si peu engagés qu'ils se sont crus en droit d'agir en opposition aux devoirs imposés à chaque frère par les principes et les statuts de la Fraternité » – allusion à Reclus et Rey.

L'organisation n'était pas un but en soi, elle n'était qu'un moyen. La Fraternité avait fait son temps, des choses sérieuses étaient en cours, et on verra que Bakounine avait raison de se préoccuper prioritairement de ce qui se passait en Espagne.

Le 20 mars 1869, le Conseil général répondit au bureau central de l'Alliance : « .. il correspond à nos principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique. Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Association internationale des travailleurs. »

La lettre fait cependant une réserve sur l'expression « égalisation des classes », suggérant qu'il s'agit d'un lapsus pour « abolition des classes » : il est demandé de rectifier cette erreur.

Le bureau central se dissout et les groupes de l'Alliance se transforment en sections régulières de l'Association internationale des travailleurs. La section de Genève modifie ses statuts en avril 1869. Les nouveaux statuts incluent dans une première partie les « statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs adoptés par le congrès de Genève de 1866 », suivis du « programme de la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, à Genève ».

⁵ Lettre ouverte du bureau central de la Fraternité datée de mars 1869.

Le règlement de la section dispose dans son article 1 que « le groupe genevois de l'Alliance de la démocratie socialiste, voulant appartenir exclusivement à la grande Association internationale des travailleurs, constitue une section de l'Internationale, sous le nom de *l'Alliance de la Démocratie Socialiste*, mais sans autre organisation, bureaux, comités et congrès, que ceux de l'Association internationale des travailleurs. »

Le 28 juillet 1869, le Conseil général de Londres reconnaît à l'unanimité la section de l'Alliance de Genève en tant que section régulière de l'Internationale. Le 31 juillet, la section de l'Alliance décide d'envoyer à Londres des cotisations pour 104 adhérents. Il restait à la nouvelle section de se faire admettre dans la fédération cantonale genevoise, hostile, et qui, le 16 août, finira par refuser l'adhésion.

Le 13 août, Bakounine fait savoir au comité de la section de l'Alliance son intention de quitter Genève aussitôt après le congrès de Bâle.

La situation s'était fortement dégradée au sein de la section genevoise de l'AIT. En effet, la composition sociale de cette section était très hétérogène. L'élément de base était constitué à l'origine par les ouvriers de la « Fabrique » : on appelait ainsi les ouvriers horlogers très intégrés à la bourgeoisie, partisans des alliances électorales avec celle-ci. Dans cette même section se trouvaient également les ouvriers du bâtiment, peu qualifiés, la plupart du temps étrangers et surexploités. Les seconds étaient mal vus par les premiers qui leur faisaient sentir qu'ils n'étaient pas citoyens suisses.

« Le Cercle était devenu peu à peu une institution exclusivement genevoise, gouvernée et administrée par les Genevois seulement, et où les ouvriers en bâtiment pour la plupart du temps étrangers, étaient considérés et finirent par se considérer eux-mêmes comme tels. Souvent, trop souvent les citoyens genevois de la Fabrique leur firent entendre ces mots : "Ici nous sommes chez nous, vous n'êtes que nos hôtes". L'esprit genevois, esprit bourgeois-radical, excessivement étroit comme on sait, finit par y dominer tout-à-fait – il n'y avait plus de place ni pour la pensée de l'Internationale, ni pour la fraternité internationale. Il en résulta ceci, que peu à peu les ouvriers en bâtiment, fatigués de cette position subordonnée, finirent par ne plus aller dans le Cercle, qui aujourd'hui est devenu en effet une institution exclusivement Genevoise. » (*Rapport sur l'Alliance.*)

Tout naturellement, les ouvriers les plus exploités se rapprochèrent de ceux des militants de l'Internationale qui étaient prêts à les écouter. Ainsi se

trouvait justifiée l'existence de l'Alliance comme section de l'Internationale. Là se trouve la première cause de l'hostilité de la Fabrique : ses dirigeants commencèrent à s'inquiéter lorsqu'ils se rendirent compte que l'Alliance ne se contentait pas d'être « une sorte d'académie » et que celle-ci n'entendait pas « faire de la théorie en pure perte » mais au contraire étudier les principes et l'organisation de l'Internationale. Ils s'inquiétaient de voir l'Alliance exercer sur les ouvriers du bâtiment une attraction qui risquait de les soustraire à leur influence.

« Les membres les plus influents, les meneurs ou les chefs des Sections de la fabrique considèrent notre propagande et notre organisation nouvelle, les uns avec indifférence, les autres même avec un certain degré de bienveillance, tant qu'ils crurent que l'Alliance ne devait être qu'une sorte d'académie où devaient se débattre théoriquement de pures questions théoriques. Mais lorsqu'ils s'aperçurent que le groupe de l'Alliance, peu soucieux de faire de la théorie en pure perte, s'était donné pour but principal l'étude des principes et de l'organisation de l'Internationale, dans laquelle se résumait pour elle toute la pratique du socialisme ; et surtout lorsqu'ils virent que l'Alliance, exerçant une attraction toute particulière sur les ouvriers en bâtiment, tendait à leur donner l'idée d'une organisation collective qu'ils n'avaient point eue jusque là, une organisation toute fondée sur les principes de l'Internationale, inspirée uniquement de son esprit, et qui aurait eu pour conséquence nécessaire de les rendre plus clairvoyants et plus indépendants, d'abord, vis-à-vis de leurs comités qui se fourvoyaient de plus en plus dans une voie excessivement autoritaire, et en dernier lieu vis à vis des meneurs de la Fabrique qui, non contents d'avoir formé au sein de cette dernière une sorte de coterie gouvernementale, s'efforçaient ostensiblement à étendre leur domination sur les sections des ouvriers en bâtiment, au moyen de leurs comités, alors ils commencèrent à suspecter l'action si légitime et d'ailleurs complètement ouverte et publique du groupe de l'Alliance. »

L'internationale de Genève était en somme partagée en deux tendances, celle du « socialisme et du radicalisme bourgeois représentée par la Fabrique », et celle du « socialisme révolutionnaire soutenue par le juste instinct des ouvriers en bâtiment ». Ces deux tendances se combattaient dans chaque assemblée, avec une légère prédominance pour les socialistes révolutionnaires, grâce à la majorité des ouvriers en bâtiment. La contrepartie de ce constat est que les meneurs de la fabrique goûtaient peu les assemblées générales, qui avaient permis de déjouer quelques-unes de leurs intrigues, et leur préféraient les comités secrets.

D'ailleurs, les assemblées générales elles mêmes n'apportaient pas grand chose, car c'était toujours les mêmes meneurs des deux camps qui parlaient « et qui répétaient leurs discours plus ou moins stéréotypés », la majorité se taisant. « On effleurait toutes les questions, on en relevait avec plus ou moins de bonheur le côté sentimental, dramatique, laissant toujours intact leur sens profond et réel. C'étaient des feux d'artifice qui éblouissaient quelquefois, mais qui ne réchauffaient ni n'éclairaient personne, toujours replongeant au contraire le public dans une nuit plus profonde ». C'est ce qui explique que Bakounine qui, par ailleurs, n'hésitait pas à parler devant de grandes assemblées, préférait les réunions de vingt à trente personnes.

La description de la dérive bureaucratique de la section genevoise par Bakounine est intéressante en ce sens qu'elle est peut-être la première du genre et qu'elle montre par ailleurs que le mouvement ouvrier est parcouru par d'étonnantes constantes.

La section centrale de Genève fut tout d'abord constituée en majorité par les ouvriers du bâtiment. Ce fut la section fondatrice de l'Internationale à Genève et c'était, par définition, une structure interprofessionnelle. Quelques ouvriers de la Fabrique y avaient adhéré. « Pendant bien longtemps ce fut le franc socialisme instinctif des ouvriers en bâtiment qui y domina. C'était une section bien unie ; la fraternité n'y était pas encore devenue un vain mot, c'était une réalité. »

La grande grève des ouvriers du bâtiment de 1868 dut son succès, Bakounine le reconnaît bien volontiers, au soutien des ouvriers de la Fabrique, qui entrèrent alors en masse dans la section centrale en y apportant « leur esprit bourgeois-radical, politique, genevois ». Dès lors, la section centrale se trouva divisée en deux parties. Les Genevois y étaient tout d'abord minoritaires, mais, dit Bakounine, ils « étaient organisés, tandis que les ouvriers en bâtiment étaient complètement désorganisés ». Par ailleurs, les ouvriers du bâtiment étaient « paralysés » par la reconnaissance qu'ils devaient aux « ouvriers-citoyens de la Fabrique » pour le rôle décisif qu'ils avaient joué dans la grève du bâtiment.

On constate donc que l'Internationale était constituée de deux types de structures : la section centrale, interprofessionnelle, correspondant à nos unions locales ou départementales, et la section de métier, correspondant aux syndicats. Ces deux structures joueront aux yeux de Bakounine des rôles différents mais complémentaires, et l'observation de leur fonctionnement sera déterminant dans l'élaboration de sa théorie de l'organisation.

Dans le contexte genevois, les ouvriers du bâtiment se trouvaient par la force des choses cantonnés à leurs sections de métiers : « Restaient donc pour la propagande sérieuse des principes de l'Internationale et pour la connaissance mutuelle et le groupement si nécessaire des caractères et des sérieuses et honnêtes volontés, pour les ouvriers en bâtiment, que leurs sections de métier. » Celles-ci ne se réunissaient que pour régler les affaires courantes.

« Dans ces réunions il ne put y avoir de place pour la discussion des principes ; et ce qui pis est, peu à peu les sections de métier s'habituerent à borner leur rôle, leur action, au simple contrôle des dépenses, laissant tout le reste aux soins de leurs Comités, qui devinrent en quelque sorte permanents et omnipotents ; ce qui eut pour résultat naturel d'annuler les sections au profit de ces comités »

Ces comités étaient composés de membres inamovibles qui finirent par se considérer comme « autant de dictatures collectives de l'Internationale, décidant sur toutes les questions », tenant leurs réunions à huis clos et formant « le gouvernement invisible, occulte, et a peu près irresponsable de toute l'Internationale de Genève ». Ainsi Bakounine nous fournit une analyse de première main, vue quasiment de l'intérieur, du phénomène de bureaucratisation d'une structure ouvrière.

L'Alliance s'attela à la tâche de combattre cette tendance à faire de l'Internationale un « instrument politique du radicalisme bourgeois à Genève ». Bakounine récuse les accusations de comportements sectaires, affirmant que l'activité du groupe de l'Alliance s'est consacrée à « la discussion publique des principes de l'Internationale ». « Se réunissant une fois par semaine, il appelait tout le monde à ces discussions, s'efforçant à faire parler précisément ceux qui dans les Assemblées générales et dans les séances de la Section centrale se taisaient toujours. » Ces habitudes égalitaires déplurent à la section centrale devenant la section des ouvriers du bâtiment, la section de l'Alliance leur donna le moyen, « au grand déplaisir de la Fabrique sans doute, de formuler leur pensée et de dire leur parole ». Bakounine ajoute : « Elle fit plus, elle leur donna le moyen de se connaître, de sorte qu'en peu de temps la section de l'Alliance présenta un petit groupe d'ouvriers convaincus et réellement unis entre eux. »

Il y avait cependant une autre raison à « l'antipathie prononcée des meneurs ambitieux de la Fabrique contre la Section de l'Alliance » :

« l'Alliance par son programme aussi bien que par tous les développements donnés plus tard à ce programme s'était résolument

prononcée contre tout mariage adultère du socialisme révolutionnaire⁶ du prolétariat avec le radicalisme bourgeois. Elle avait pris pour principe fondamental l'abolition de l'Etat avec toutes ses conséquences politiques et juridiques. Cela ne faisait pas du tout le compte de M^{rs} les bourgeois-radicaux de Genève qui dès le fiasco qu'ils avaient essuyé dans les élections d'octobre [intercalé: novembre] 1868 avaient commencé à songer à se faire de l'Internationale un instrument de lutte et de triomphe; ni celui non plus de certains meneurs de la Fabrique de Genève qui n'aspiraient à rien de moins qu'à monter au pouvoir à l'aide de l'Internationale. »

Le « Rapport sur l'Alliance » est un document destiné à expliquer le rôle joué par ce groupe au sein de l'Internationale et à montrer, face aux menées de Marx et de son entourage contre le révolutionnaire russe, qu'elle n'était pas une organisation fractionnelle mais qu'elle a eu un rôle décisif dans l'expansion de l'Association internationale des travailleurs. Aussi Bakounine s'efforce-t-il de faire un bilan de l'activité de l'Alliance, en particulier dans les autres pays européens. Il rappelle que ce furent des membres de l'Alliance qui fondèrent les premières sections de l'Internationale en Italie et en Espagne : Gambuzzi à Naples et dans la région, Friscia en Sicile, Fanelli à Madrid et à Barcelone. Le programme de l'Alliance a été accepté à Lyon, Marseille et Paris. Et remarquez bien, précise Bakounine, « tous ces compagnons, loin de vouloir organiser des sections à part hostiles ou seulement étrangères à l'Internationale, ont strictement obéi aux statuts de l'Internationale, et dans l'intérêt de l'organisation des forces ouvrières, ils ont recommandé partout, plus même que ne l'exigeaient ces statuts, la plus sévère subordination des sections nouvelles à la direction centrale du Conseil général siégeant à Londres. »

C'est également sous l'influence de l'Alliance « qu'a été formulée la première parole franchement socialiste-révolutionnaire qui se soit élevée du sein de Genève » : Bakounine fait allusion à l'adresse du comité central de Genève aux travailleurs d'Espagne.

C'est encore sous l'influence de l'Alliance que, malgré les intrigues de la Fabrique, Brosset, représentant des ouvriers du bâtiment « fut élu Président du Conseil fédéral institué par le Congrès romand tenu à Genève en janvier 1869, et que la majorité de ce Conseil fut composée d'ouvriers non genevois ».

⁶ On notera qu'à plusieurs reprises Bakounine, désignant le courant auquel il se réfère, ne parle jamais d'« anarchisme» mais de « socialisme révolutionnaire ».

C'est sous l'influence de l'Alliance que fut créée le journal *l'Égalité*, « le premier organe du franc socialisme révolutionnaire dans la Suisse romande » et que plus tard se modifia le programme du journal *le Progrès*, du Locle. « En un mot, on peut dire sans exagération aucune, que ce fut l'action immédiate de l'Alliance qui posa pour la première fois le programme franchement socialiste-révolutionnaire à Genève et qui creusa un abîme entre le prolétariat et la bourgeoisie à Genève – abîme que tous les intrigants de l'Internationale ne parviendront plus jamais à combler. »

Lorsque le Conseil général de Londres fit savoir que l'Alliance était admise au sein de l'Internationale, dans les conditions par lui précisées, et que l'Alliance eut accepté ces conditions, les sections établies dans différents pays furent dissoutes. La section de Naples et la plupart de ses membres adhèrent individuellement à l'Association internationale des travailleurs. Il en fut de même pour les sections espagnoles et françaises. C'est ainsi, dit Bakounine, « que mourut d'une mort volontaire l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Voulant avant tout le triomphe de la grande cause du prolétariat et considérant l'Association internationale des travailleurs comme l'unique moyen pour atteindre son but, elle s'immola non par esprit de concession, mais par esprit de fraternité, et parce qu'elle s'était convaincue de la parfaite justice des résolutions que le Conseil général de Londres, en décembre 1868, avait publiées contre elle. »

Il y avait enfin un fondement programmatique important dans la bataille entre la tendance « radical-bourgeoise » et la tendance « socialiste révolutionnaire » dans l'Internationale genevoise. Dans leurs publications, les socialistes révolutionnaires, ou collectivistes, parlaient de « l'abolition des États, des frontières patriotiques et politiques », de l'abolition du droit d'héritage, de l'organisation de la propriété et du travail collectifs, ce qui ne pouvait évidemment convenir aux citoyens-ouvriers de Genève : « tout cela ne pouvait servir de pont pour unir en un seul parti les bourgeois-radicaux avec les Internationaux-bourgeois de Genève » : « tout cela ne pouvait servir de pont pour unir en un seul parti les bourgeois-radicaux avec les Internationaux-bourgeois de Genève », dit Bakounine dans le Rapport sur l'Alliance.

Les intrigues des comités de sections de la Fabrique aboutirent à la démission de Brosset, président du conseil fédéral et représentant des ouvriers du bâtiment.

Les deux questions de la propriété collective et du droit d'héritage faisaient partie des questions qui devaient être discutées au congrès de Bâle de l'Association internationale des travailleurs, questions qui « deux

questions qui de tout temps eurent le don de mettre en fort mauvaise humeur les coryphées, les meneurs de la fabrique de Genève ». Déjà, au congrès de Bruxelles, la question de la propriété collective avait été discutée, ce qui avait déplu aux représentants de la Fabrique : ils étaient bien décidés cette fois à empêcher qu'on parle de ces deux questions à Bâle.

« C'était pour eux non seulement une nécessité de cœur et d'esprit, mais une nécessité de position politique. Ils s'étaient définitivement entendus et alliés avec la bourgeoisie radicale de Genève. On travaillait activement toutes les sections proprement Genevoises, c'est à dire les ouvriers-citoyens de la Fabrique pour les grouper autour du drapeau radical dans les prochaines élections qui devaient avoir lieu en Octobre ».

Il fallait évidemment, dans cette perspective, empêcher toute discussion sur la question de l'héritage et de la propriété collective et éviter de « choquer la délicatesse de leurs nouveaux alliés les bourgeois-radicaux de Genève ». Aussi firent-ils nommer des commissions pour préparer des rapports sur toutes les questions, sauf ces deux questions brûlantes.

Lors d'une assemblée populaire, l'Alliance joua au trouble-fête et fit nommer des commissions pour présenter leur rapport à temps. Les collectivistes avaient pris soin de convoquer tous leurs partisans, ce qui fit que le temple unique était rempli d'ouvriers du bâtiment. Les orateurs de la Fabrique se succédèrent à la tribune pour dire que « c'était un scandale, une inutile perte de temps, une action subversive, que de venir proposer de pareilles questions à des ouvriers... qu'il fallait s'occuper de questions pratiques et réalisables, par exemple de la coopération bourgeoise, etc. » Ils furent néanmoins battus.

« L'Assemblée Générale décida à une immense majorité qu'on nommerait incessamment des Comités pour les deux questions déplaisantes – Bakounine fut élu pour le Comité sur la question d'héritage, Robin pour celui de la propriété collective. »

La réponse de la Fabrique ne se fit pas attendre. Il avait été décidé que les frais des délégués du congrès de Bâle seraient mutualisés, ce qui était « évidemment dans les intérêts des sections des bâtiments, ces sections étant beaucoup moins riches que les sections de la fabrique ». Lors de l'Assemblée populaire qui suivit, les représentants de la Fabrique firent savoir qu'ils n'acceptaient de pratiquer cette mutualisation des dépenses que si on supprimait ces deux questions litigieuses sur l'héritage et la propriété collective.

Les orateurs de l'Alliance eurent beau jeu de protester avec indignation :

« Nous montâmes à la tribune pour expliquer aux ouvriers en bâtiment qu'en leur faisant une telle proposition on les insultait, on attentait à la liberté de leur conscience, à leur droit; que mieux valait pour eux n'envoyer qu'un seul délégué, ou même ne pas en envoyer du tout, que d'en envoyer cinq ou plus à des conditions qui leur seraient imposées au nom des sections de la fabrique et qu'ils ne sauraient accepter. Alors les orateurs de la réaction revinrent à la tribune pour chanter l'éternelle refrain de l'union, si nécessaire pour constituer la force de la classe ouvrière; ils rappelèrent aux ouvriers en bâtiment la reconnaissance éternelle qu'ils devaient aux Citoyens genevois de la Fabrique pour le concours qu'ils leur avaient prêté dans la grande grève du printemps. Ils les prémunirent surtout contre certains étrangers, qui venaient semer la division dans l'Internationale Genevoise. A cela les étrangers – Brosset, Robin, Bakounine et d'autres répondirent, qu'il ne pouvait y avoir d'étrangers dans l'Internationale ; que la reconnaissance et l'union étaient sans doute de fort belles choses, mais qu'elles ne devaient pas aboutir à l'asservissement, et que mieux valait se séparer que de devenir esclaves. Cette fois la victoire fut encore à nous. Les questions et leurs comités furent maintenus à une immense majorité⁷. »

Finalement la Fabrique envoya un seul délégué avec mandat impératif de s'abstenir de voter sur les deux questions litigieuses ; les ouvriers du bâtiment réunis aux tailleurs et aux cordonniers en envoyèrent trois, avec mandat impératif de voter en faveur de ces résolutions. La section de l'Alliance se fit représenter au congrès par l'espagnol Gaspard Sentinon, également délégué de la section de Barcelone. Bakounine avait un mandat des ouvriers ovalistes de Lyon, qui venaient d'adhérer à l'Internationale, et un mandat de la section des mécaniciens de Naples.

Une autre affaire tourna en ridicule les citoyens-ouvriers de Genève avant le congrès de Bâle. Une commission était chargée de faire un rapport sur l'instruction intégrale⁸, mais le rapporteur, un certain Cambassedès, membre du parti radical bourgeois, n'était même pas membre de l'Internationale. Il était en outre inspecteur supérieur des Écoles de Genève. Son rapport était fait dans un esprit éminemment bourgeois. Il maintenait la séparation des classes à l'école, « sous ce prétexte touchant et charmant que les bourgeois ne consentiraient jamais à envoyer leurs enfants dans des

⁷ Rapport sur l'Alliance.

⁸ La question de l'instruction intégrale fut discutée lors du congrès de Bruxelles de l'Internationale en septembre 1868. L'article de Bakounine intitulé « l'Instruction intégrale » est paru dans le journal *l'Égalité* le 21 août 1869.

Écoles fréquentées par les enfants du peuple », dit Bakounine. Tout le reste était à l'avenant. Fritz Heng, qui était chargé de lire ce rapport, dont il n'avait pas pris connaissance au préalable, « s'arrêta au milieu de sa lecture et déclara naïvement que le rapport ne valait rien et ne pouvait convenir à l'Internationale ».

En dehors de son action liée aux contacts qu'elle avait dans différents pays : Espagne, France, Italie, l'Alliance, on le voit, se consacrait à une activité militante élémentaire, consistant à inciter les ouvriers les plus démunis à s'organiser de manière autonome et à combattre les influences bourgeoises dans la classe ouvrière de Genève. Cela aurait évidemment été impossible sans un minimum de cohésion à l'intérieur du groupe. Il ne fait pas de doute que celui-ci se livrait à une activité qui ressemble étrangement à celle des fractions mises en place quarante ans plus tard par les bolcheviks. On ne se présente pas à une assemblée générale comme celle qu'organisait la Fabrique sans s'être concertés au préalable. Mais cette activité visait à soustraire les ouvriers du bâtiment de l'influence des socialistes bourgeois et électoralistes, pas, comme tenta de le faire croire Marx, à « comploter » contre l'Internationale.

Bakounine quitta Genève après le congrès de Bâle, comme il l'avait annoncé.

L'Alliance demanda son incorporation à la fédération romande. « Le Conseil Fédéral ne nous refusa pas positivement, mais il suspendit sa décision jusqu'à des jours plus favorables, c'est-à-dire il la renvoya aux calendes grecques », dit Bakounine. Heng, proche de l'Alliance et membre du Conseil fédéral, rapporta la réaction de ce dernier. Heng avait présenté les deux lettres du Conseil général admettant l'Alliance dans l'Internationale : il était donc impossible de nier la légitimité de la démarche. De plus, l'Alliance avait, en tant que section de l'AIT, envoyé un délégué au congrès de Bâle. Les représentants de la Fabrique tergiversèrent et décidèrent, le 16 août 1869, de reporter la décision.

L'Alliance de Bakounine sera un des prétextes invoqués par Marx pour justifier l'exclusion de Bakounine de l'AIT, en 1872. La principale pièce du « dossier d'accusation » est un document – en fait un pamphlet – rédigé par Engels, Lafargue et Marx : « L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs », dans lequel il est accusé, lui et l'Alliance, de vouloir détruire l'Internationale.

Ce texte ne faisait que reprendre et développer la thèse d'un autre document, une communication confidentielle du Conseil général, « Les prétendues scissions dans l'Internationale ». Franz Mehring, le biographe de

Marx, dit à ce sujet que s'il fallait reprendre point par point les éléments de ce pamphlet « afin de vérifier ou d'infirmier l'exactitude des accusations qu'il contient », on aboutirait à un document d'au moins une dizaine de cahiers, travail que Mehring avoue ne pas vouloir faire. « Mais le lecteur ne perd pas grand-chose », ajoute-t-il, précisant que « ce document est très inférieur à tout ce que Marx et Engels ont pu publier » : il « ne consacre pas un mot aux causes internes responsables du déclin de l'Internationale ». « Ce pamphlet n'a pas de valeur historique, c'est un réquisitoire partial dont le caractère tendancieux éclate à chaque page ; qui plus est, le traducteur allemand a jugé utile d'en rajouter et d'adopter un titre qu'eut envié un procureur général : *Complot contre l'Association internationale des travailleurs*. »

« Le déclin de l'Internationale était dû à de tout autres causes qu'à l'existence de cette Alliance secrète ; de toute manière le pamphlet contre l'Alliance n'apporte même pas le moindre début de preuve que cette Alliance ait vraiment existé. Sur ce plan la commission d'enquête nommée par le congrès de La Haye avait déjà dû se contenter d'hypothèses et d'approximations. » (Franz Mehring, *Karl Marx, histoire de sa vie*, Éditions sociales, pp. 547-548.)

Dans les documents rédigés par Marx et Engels en vue d'exclure Bakounine de l'Internationale, la présence de l'Alliance revient de façon obsessionnelle et tourne à la paranoïa. Si, comme le dit Mehring, aucun document sérieux n'a pu être produit au congrès de La Haye lors du procès qui sera intenté à Bakounine et à son entourage, qu'on qualifierait de stalinien si on ne craignait de faire un anachronisme, cette Alliance a cependant réellement existé, mais pas sous la forme qu'imaginaient Marx et Engels. C'était simplement un petit groupe cohérent de militants, d'amis, qui se consacraient entièrement au développement de l'Internationale. L'exemple de l'Espagne est particulièrement frappant.

Le caractère conspiratif de l'activité de l'Alliance était essentiellement dû au fait qu'elle traitait de questions qui pouvaient mettre des militants italiens, français, espagnols en danger, dans des pays « où l'on était loin de jouir de la liberté et de la sécurité personnelle auxquelles on était habitué à Genève ».

« C'est probablement ce demi-secret qui fit accroire à M^{rs} Duval et Guétat qu'ils avaient été membres d'une société secrète. Ils se trompèrent. C'étaient des réunions discrètes, mais non secrètes. La discrétion nous était commandée par égard pour des hommes qui en faisant une propagande subversive couraient le risque d'être emprisonnés tant en Italie qu'en France, mais il n'y avait nulle autre organisation, que celle qui avait établie

par le premier Règlement de l'Alliance, règlement si peu secret que nous l'avions publié nous mêmes », dit Bakounine dans son « rapport sur l'Alliance », qui ajoute : « il était entendu entre nous tous qu'on n'irait pas divulguer des correspondances étrangères qui pouvaient compromettre des amis faisant de la propagande dans les pays étrangers ».

Bakounine s'était déjà rangé du côté de Marx dans la lutte contre Mazzini. Il avait fait de même contre les proudhoniens de l'AIT partisans de la propriété privé. Il déclara encore, en une autre circonstance, aux travailleurs slaves de l'empire d'Autriche que s'ils n'avaient pas d'autre choix possible, il valait mieux adhérer au parti des travailleurs allemands plutôt qu'aux partis nationalistes slaves.

Avant même la vague d'exclusions qui, à l'initiative d'une poignée d'hommes, allait s'abattre sur la quasi-totalité du mouvement ouvrier européen, Bakounine avait prévu la possibilité d'une scission provoquée par Marx et ses épigones. Si les ouvriers allemands font une grève, déclara-t-il, s'ils se révoltent contre la tyrannie économique de leurs patrons ou contre la tyrannie politique de leur gouvernement, « le prolétariat de tous ces pays excommuniés par les marxistes restera-t-il les bras croisés, spectateur indifférent de cette lutte ? » Les exclus devront bien entendu soutenir les travailleurs allemands, « sans leur demander préalablement quel sera le système politique dans lequel ils croiront devoir chercher leur délivrance. Voilà donc où se trouve la véritable unité de l'Internationale. » (III. 190.)

Le critère de classe reste donc chez Bakounine prépondérant. Bakounine ne s'est jamais trompé d'ennemi.

RB.
2011-2012
